

Monsieur le Président,

Je ne saurais mieux commencer qu'en rendant hommage à notre hôte, le gouvernement espagnol. Non seulement, pour le très chaleureux accueil qu'il nous a réservé, mais aussi pour la contribution inestimable apportée par la diplomatie espagnole au processus de la CSCE, dès le début ainsi qu'à la réunion d'examen de Belgrade, et certes tout au cours de la longue réunion de Madrid. Si nous nous retrouvons ici aujourd'hui, c'est à la brillante et courageuse initiative du Président Felipe Gonzalez que nous le devons. Nous sommes ici pour sceller un accord qui est le fruit de trois années de dur labeur de nos délégations. L'Espagne aura, là encore, joué un rôle déterminant dans cet heureux dénouement.

La présence, cette semaine à Madrid, de ministres des Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe reflète l'importance que revêt cette réunion pour nos gouvernements et peuples respectifs, ainsi que notre profond souci de ne pas voir disparaître le processus de la CSCE. Aujourd'hui pourtant, cette assemblée, et les ministres présents, sont hélas confrontés à une tragédie qui suscite l'indignation.

Je veux évidemment parler de la destruction d'un Boeing 747 de la société Korean Airlines le 31 août. La destruction délibérée, en vol, de cet avion civil non armé par des chasseurs soviétiques sophistiqués, peu importe où et comment elle s'est produite, a outré l'opinion publique partout dans le monde.

Cette action a insensément ôté la vie à des citoyens - 269 d'entre eux - de bon nombre des Etats représentés ici aujourd'hui. Dans le cas de mon propre pays, au moins dix Canadiens ont péri. Quelles qu'aient pu être les circonstances, rien ne saurait justifier cette froide démonstration de l'empressement d'un Etat à exercer sa juridiction territoriale lorsqu'un avion civil pénètre accidentellement dans son espace aérien et à détruire - dans le cas présent - les vies d'innocents.

.../2